

**SYNDICAT DES EAUX
DES ROCAILLES ET DE BELLECOMBE**
Département de la Haute-Savoie

ENQUETE PUBLIQUE
du 06 septembre au 07 octobre 2022

**ENQUETES CONJOINTES
PRÉALABLE A LA REITERATION DE L'UTILITÉ PUBLIQUE
ET PARCELLAIRE
DES CAPTAGES D'EAU**

- « Chez Donat », « La Joie », « Les Vernes »,
situés sur la commune de de LA MURAZ
- « Forages de Scientrier »,
situés sur la commune de SCIENTRIER

<p>RAPPORT D'ENQUÊTE PUBLIQUE DE REITERATION DE LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE (DUP)</p>
--

Philippe GAMEN
Commissaire-enquêteur

Le présent document comporte 12 pages indissociables et de 2 annexes

TABLE DES MATIERES

<u>1. PREAMBULE</u>	<u>3</u>
1.1 OBJET DE L'ENQUETE	3
1.2 DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES ET ADMINISTRATIVES	3
<u>2. DEROULEMENT DE L'ENQUETE</u>	<u>4</u>
2.1. DESIGNATION DU COMMISSAIRE-ENQUETEUR	4
2.2. PUBLICITE	4
2.3. MODALITES DE LA PROCEDURE	4
2.4. CONDITIONS ET CHRONOLOGIE D'EXECUTION DE LA PROCEDURE	5
2.5. CONFORMITE DU DOSSIER PRESENTE	5
<u>3. BILAN DE LA CONCERTATION PREALABLE</u>	<u>5</u>
<u>4. BILAN ET NATURE DES OBSERVATIONS DE L'ENQUETE PUBLIQUE</u>	<u>6</u>
4.1. OBSERVATIONS ECRITES ET ORALES RETRANSCRITES AUX REGISTRES :	6
4.2. OBSERVATIONS ECRITES RETRANSCRITES PAR VOIE ELECTRONIQUE :	6
4.3. OBSERVATIONS ECRITES OU ANNEXEES AU REGISTRE :	6
<u>5. AVIS ET ANALYSES DU COMMISSAIRE ENQUETEUR :</u>	<u>6</u>
5.1. AVIS DETAILLES SUR LES OBSERVATIONS DU PUBLIC	6
5.2. SYNTHESE DES AVIS DES SERVICES INSTRUCTEURS	6
5.3. AVIS SUR LE PROJET	6
<u>6. CONCLUSIONS DU RAPPORT D'ENQUETE</u>	<u>11</u>

1. PREAMBULE

1.1 OBJET DE L'ENQUETE

L'enquête publique préalable relative au présent rapport a eu pour objet la réitération de l'utilité publique et détermination des parcelles par le Syndicat des Eaux des Rocailles et de Bellecombe pour la création des périmètres de protection des captages d'eau « Chez Donat », « La Joie », « Les Vernes » situés sur la commune de LA MURAZ et des « Forages de Scientrier » situés sur la commune de SCIENTRIER.

Elle a été menée conjointement, pour chacun des captages et forages, à une enquête parcellaire associée et liée à ces mêmes périmètres de protection. Cette dernière fait l'objet d'un rapport d'enquête et conclusions motivés séparés.

1.2 DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES ET ADMINISTRATIVES

Le projet est soumis aux lois et réglementations suivantes :

- ⇒ Code de l'environnement, notamment l'article L211-1 relatif au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, les articles L214-1 à L214-6 relatifs aux régimes d'autorisation ou de déclaration et l'article L215-13 sur la dérivation des eaux non domaniales ;
- ⇒ Code de la santé publique et notamment les articles L1321-2 et L1321-3 ; dans sa partie réglementaire, notamment les articles R1321-1, R1321-6, R1321-7 R1321-13 ;
- ⇒ Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique

D'autre part le projet a fait l'objet :

- D'un arrêté de Déclaration d'Utilité Publique n° DDAF-B/3- 96 en date du 23 janvier 1996 ;
- D'une délibération en date du 08/12/2021 par laquelle le Syndicat des Eaux des Rocailles et de Bellecombe a demandé qu'il soit procédé à l'enquête préalable à la réitération de l'enquête publique et parcellaire complémentaire pour les captages d'eau objet de la présente enquête et s'engageant à créer les ressources nécessaires à la réalisation de l'opération ainsi qu'à l'entretien et à la surveillance des ouvrages et des périmètres.

2 dossiers distincts ont été proposés à l'enquête publique :

- 1 dossier concernant l'enquête préalable pour la réitération de l'utilité publique
- 1 dossier concernant l'enquête parcellaire

Le dossier concernant l'enquête préalable pour la réitération de l'enquête publique a comporté les pièces suivantes :

- 1 - Note explicative
- 2 - Estimations dépenses
- 3 - Plan de situation

Le dossier concernant l'enquête parcellaire a comporté les pièces suivantes :

- 1 - Plan parcellaire
- 2 - État parcellaire

De plus, un dossier intitulé dossier administratif a comporté les pièces suivantes

- 1 - Délibération (s)
- 2 - Arrêté ouvrant l'enquête

Les dossiers ont été établis par TERACTION dont le siège social se situe à Annecy.

Vérification par mes soins de la régularité de forme vis à vis de la réglementation en vigueur et des dossiers consultables pendant l'enquête.

Par arrêté préfectoral n° 2022-24 en date du 29 juin 2022, Monsieur le Préfet de la Haute-Savoie a prescrit l'ouverture d'une enquête publique conjointe, d'une durée de 31 jours calendaires, du mardi 6 septembre 2022 à 14h00 au vendredi 07 octobre 2022 à 17h30.

2. DEROULEMENT DE L'ENQUETE

2.1. DESIGNATION DU COMMISSAIRE-ENQUETEUR

Faisant partie de la liste départementale des personnes susceptibles d'exercer, en 2022, les fonctions de Commissaire-Enquêteur ou de membre de commission d'enquête publique, j'ai été sollicité, par les services du Tribunal Administratif de Grenoble, en vue d'une désignation en tant que Commissaire-Enquêteur.

M'étant assuré du type d'enquête proposé, du territoire concerné, de mon indépendance par rapport au projet et après avoir jugé de l'absence d'intérêts directs ou indirects que je pouvais avoir avec le projet, j'ai décidé d'en accepter les fonctions.

Les dates d'ouverture et de fermeture de l'enquête ont été choisies en tenant compte des délais de parution dans la presse.

Un courrier de confirmation et de nomination, en date du 11/05/2022, m'a été notifié par le Tribunal Administratif de Grenoble.

2.2. PUBLICITE

Conformément à l'article 8 de l'arrêté préfectoral d'ouverture des enquêtes conjointes, un avis d'enquête établie par les soins du préfet a été affiché en mairies de Muraz et Scientrier 8 jours au moins avant le début des enquêtes et pendant toutes leurs durées. L'accomplissement de cette formalité a été justifié par un certificat de publication d'affichage délivré par le maire.

Voir pièces annexées

Un avis au public faisant connaître l'ouverture des enquêtes conjointes a été publié par les soins de Monsieur le Préfet, 8 jours au moins avant le début des enquêtes et rappelé dans les 8 premiers jours dans 2 journaux régionaux ou locaux habilités à publier des annonces judiciaires et légales, diffusés dans le département de la Savoie, à savoir :

- . Le Dauphiné Libéré, les 25/08/2022 et 08/09/2022 ;
- . Le Messager Genevois, les 25/08/2022 et 08/09/2022.

Voir pièces annexées

2.3. MODALITES DE LA PROCEDURE

*** Période et lieu de l'enquête :**

L'enquête s'est déroulée du 06 septembre au 07 octobre 2022.

Conformément à l'article 3 de l'arrêté préfectoral d'ouverture des enquêtes conjointes, le dossier a été déposé en mairies de Muraz et de Scientrier pendant toute la durée de l'enquête.

*** Consultation et observations du public :**

Le public a pu prendre connaissance du dossier aux jours et heures d'ouverture de la mairie (sauf jours fériés) et consigner le cas échéant, ses observations sur les registres tenus à disposition dans les mairies de La Muraz et de Scientrier, pendant toute la durée de l'enquête.

D'autre part, le public a eu la faculté de faire parvenir ses observations, par lettre adressée à l'attention du commissaire-enquêteur en mairie de La Muraz ou de Scientrier ou par voie électronique à l'adresse suivante, dédiée pour cette enquête : enqueteperimetres@s-rb.fr

* Dates et heures des permanences du Commissaire Enquêteur :

Conformément à l'article 3 de l'arrêté préfectoral d'ouverture des enquêtes conjointes, le commissaire enquêteur s'est tenu, en personne, à la disposition du public,

- En mairie de La Muraz les :
 - . Vendredi 16/09/2022 de 13h30 à 16h00
 - . Vendredi 07/10/2022 de 13h30 à 16h00
- En mairie de Scientrier les :
 - . Vendredi 16/09/2022 de 16h30 à 17h30
 - . Vendredi 07/10/2022 de 16h30 à 17h30

2.4. CONDITIONS ET CHRONOLOGIE D'EXECUTION DE LA PROCEDURE

Par courrier, en date du 11 mai 2022, le Tribunal Administratif de Grenoble, m'a adressé une expédition de la décision par laquelle son Président me désignait en qualité de Commissaire Enquêteur pour les enquêtes conjointes susvisées.

Le 06 juillet 2022, une réunion, au siège de TERACTEM à Annecy, m'a permis de prendre connaissance des dossiers qui devaient être présentés aux enquêtes conjointes. Un exemplaire complet du dossier m'a été remis en mains propres à cette occasion.

D'autre part, j'ai paraphé les deux registres d'enquêtes ainsi que les exemplaires des dossiers qui ont été déposés en mairie pendant la durée de l'enquête pour consultation du public.

Ce même jour, j'ai visité les captages accompagné du responsable de TERACTEM et d'un technicien du Syndicat des Eaux des Rocailles de de Bellecombe.

Par courriel en date du 10 octobre 2022 les services du Syndicat des Eaux es Rocailles et de Bellecombe m'ont communiqué le tableau récapitulatif des courriers de notification d'ouverture des enquêtes conjointes faits aux propriétaires concernés par les périmètres de protection de captages, ainsi que le certificat du maire attestant de l'affichage en mairie des courriers non parvenus aux destinataires.

Voir pièces annexées

Par courriel en date du 11 octobre 2022 les services du Syndicat des Eaux es Rocailles et de Bellecombe m'ont informé qu'aucune observation n'avait été reçue par courriel à l'adresse électronique dédiée, pendant la durée des enquêtes.

D'une manière générale, je n'ai constaté aucun incident pendant l'enquête susceptible de compromettre son bon déroulement.

2.5. CONFORMITE DU DOSSIER PRESENTE

- ⇒ Sur la forme : aucune observation du public, ni de ma part.
 - ⇒ Sur le fond : aucune observation du public ni de ma part.
- Le dossier présenté était suffisamment clair et précis

3. BILAN DE LA CONCERTATION PREALABLE

Ce type de projet n'est pas soumis à concertation préalable obligatoire.

Toutefois, des échanges et rencontres ont eu lieu préalablement à l'enquête entre le Syndicat et Monsieur RIVET Michel, propriétaire de certaines parcelles affectées par les périmètres de protection du captage de « Chez Donat » en vue de l'acquisition des parties de parcelles du périmètre de protection immédiate.

4. BILAN ET NATURE DES OBSERVATIONS DE L'ENQUETE PUBLIQUE

4.1. OBSERVATIONS ECRITES ET ORALES RETRANSCRITES AUX REGISTRES :

Néant.

4.2. OBSERVATIONS ECRITES RETRANSCRITES PAR VOIE ELECTRONIQUE :

Néant.

4.3. OBSERVATIONS ECRITES OU ANNEXEES AU REGISTRE :

Néant.

5. AVIS ET ANALYSES DU COMMISSAIRE ENQUETEUR :

5.1. AVIS DETAILLES SUR LES OBSERVATIONS DU PUBLIC

Sans objet.

5.2. SYNTHESE DES AVIS DES SERVICES INSTRUCTEURS

La consultation habituelle des services n'a pas été demandée par l'Agence Régionale de Santé (ARS) dans le cadre de ce nouveau dossier. En effet, l'utilité publique relative à chacun des points d'eau porté au dossier d'enquête étant toujours d'actualité selon l'ARS. L'objectif visé de ce dossier est de mener les acquisitions foncières des périmètres de protection immédiate conformément aux arrêtés initiaux.

Le service instructeur (ARS74) a toutefois validé l'ensemble des pièces portées au dossier d'enquête.

5.3. AVIS SUR LE PROJET

Propos préliminaires :

En 2019, suite à l'intégration de nouvelles collectivités au sein du syndicat, ce dernier a réalisé un diagnostic exhaustif sur la mise en conformité de ses captages d'eau potable, de manière à avoir un état des acquisitions foncières au sein des périmètres de protection immédiate et les travaux de protection portés dans les arrêtés de déclaration d'utilité publique.

Il s'est avéré qu'un certain nombre d'acquisitions et de travaux n'avaient pas été réalisés. Le syndicat des eaux a alors confié une mission d'assistance à la société TERACTEM pour mener à bien les acquisitions par voie amiable ou par voie d'expropriation et pour réaliser le programme des travaux de protection.

À ce jour, 4 de ces captages sont concernés par des parcelles non acquises dans les périmètres de protection immédiate. Il s'agit des captages de « Chez Donat », « La Joie », « Les Vernes » situés sur la commune de La Muraz et des forages de « Scientrier » sur la commune de Scientrier.

Quelques négociations amiables ont pu aboutir depuis, alors que d'autres sont restées dans l'impasse du fait des propriétaires inconnus ou de successions non réglées par exemple.

L'arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique (DUP) en date du 23 janvier 1996, bien que faisant toujours foi pour la protection et la dérivation des eaux, est à ce jour caduc pour engager une procédure d'expropriation (la validité étant de 5 ans conformément au code de l'expropriation).

D'après le Syndicat (Cf. Notice explicative du dossier d'enquête), les conditions hydrogéologiques des captages et de leur environnement isolé n'ont pas évolué et de ce fait, les périmètres de protections immédiates définis dans les rapports hydrogéologiques de

Monsieur Jean-Paul Rampnoux, en date du 29/08/1983 (pour les captages « Chez Donnat », « La Joie » et « Les Vernes ») et du 20/03/1984 (pour le « Captage de Scientrier »), sont toujours d'actualité.

Le syndicat a donc pris l'initiative d'engager la présente enquête publique qui consiste à une réitération de l'utilité publique et identifier, par tous les moyens, les propriétaires et les ayants-droits, afin d'engager le cas échéant, la phase judiciaire d'expropriation et mener à bien la maîtrise foncière.

Captage « Chez Donat » :

Le captage de « Chez Donat » participe à l'alimentation en eau potable du hameau situé à proximité. Il est situé sur la commune de La Muraz.

Le rapport de l'hydrogéologue agréé Jean-Paul Rampnoux du 29/08/1983 mentionne que les eaux exploitées par ce captage sont issues d'un aquifère constitué d'un colluvium assez perméable où se mélange moraines et sables d'altération de la molasse sablo-greaseuse sur laquelle il repose.

Le captage de « Chez Donat » a fait l'objet d'un arrêté de DUP en date du 23/01/1996. Cet arrêté autorise le syndicat à dériver la totalité des eaux à des fins de consommation humaine et instaure des périmètres de protection immédiate et rapprochée à l'intérieur desquels sont définies des interdictions et/ou des prescriptions particulières, afin de limiter d'éventuelles pollutions de surface.

3 parcelles (pour parties) restent à acquérir au sein du périmètre de protection immédiate.

Des travaux de protection et d'entretien avaient été imposés par l'arrêté de DUP du 23/01/1996. Certains de ces travaux restent à réaliser notamment le débroussaillage, le dessouchage et l'abattage des arbres présentant un risque pour les ouvrages et drains ainsi que la pose d'une clôture et d'un portail.

Lors de ma visite sur site du 06/07/2022, j'ai pu observer qu'il n'existait pas d'accès public pour parvenir au captage. En effet, l'exploitant doit traverser une parcelle privée pour atteindre les ouvrages. Une servitude de passage pourrait être instaurée le long de la limite Nord-Est de la parcelle cadastrée A947 depuis la voie communale jusqu'à la hauteur du captage.

Mon avis :

Le projet de mise en place des périmètres de protection de ce captage et l'acquisition des parcelles dans le périmètre de protection immédiate est nécessaire et indispensable. De plus, elle est imposée par la législation et les différentes réglementations qui en découlent. Il s'agit d'une réitération de l'arrêté de DUP du 23/01/1996 qui permettra au syndicat d'acquérir par voie d'expropriation le cas échéant, des parcelles dont il n'est pas encore propriétaire.

La justification de la réitération de l'utilité publique du projet d'instauration des périmètres de protection de ce captage me semble évidente et réelle compte tenu de l'enjeu que représente cette ressource en eau potable.

Les contraintes liées à la mise en place des périmètres de protection, en particulier du périmètre de protection immédiate, me paraissent adaptées et fondées compte tenu du contexte géographique, hydrogéologique et des activités humaines présentes.

S'agissant du coût généré par l'acquisition des parcelles, qui incombera au syndicat, à savoir 4 547,60 €, il me semble cohérent et acceptable.

Enfin, s'agissant de l'accès aux ouvrages de captages par les agents du Syndicat, il pourrait être instauré une servitude de passage le long de la limite Nord-Est de la parcelle cadastrée A947, depuis la voie communale jusqu'à la hauteur du captage.

Cette remarque faite l'objet d'une recommandation dans mon rapport « Conclusions motivées ».

Captage « La Joie » :

Le captage de « La Joie » participe à l'alimentation en eau potable du hameau situé à proximité. Il est situé sur la commune de La Muraz.

Le rapport de l'hydrogéologue agréé Jean-Paul Rampnoux du 29/08/1983 mentionne que les eaux exploitées par ce captage correspondent à des résurgences du réseau karstique des calcaires urgoniens à la limite de la molasse. Les eaux proviennent donc de fissures et de cavités souterraines perméables en grand dont le pouvoir de filtration des eaux est nul.

Le captage de « La Joie » a fait l'objet d'un arrêté de DUP en date du 23/01/1996. Cet arrêté autorise le syndicat à dériver la totalité des eaux à des fins de consommation humaine et instaure des périmètres de protection immédiate et rapprochée à l'intérieur desquels sont définies des interdictions et/ou des prescriptions particulières, afin de limiter d'éventuelles pollutions de surface.

3 parcelles (pour parties) restent à acquérir au sein du périmètre de protection immédiate.

Des travaux de protection et d'entretien avaient été imposés par l'arrêté de DUP du 23/01/1996. Certains de ces travaux restent à réaliser notamment le débroussaillage, le dessouchage et l'abattage des arbres présentant un risque pour les ouvrages et drains ainsi que la pose d'une clôture et d'un portail.

Lors de ma visite sur site du 06/07/2022, j'ai pu observer qu'il n'existait pas d'accès public pour parvenir au captage. En effet, les agents d'exploitation doivent traverser des parcelles privées pour accéder au captage. Il pourrait être instauré une servitude de passage le long de la limite Sud de la parcelle cadastrée E1844, depuis la voie communale jusqu'à l'entrée dans le PPI.

Mon avis :

Le projet de mise en place des périmètres de protection de ce captage et l'acquisition des parcelles dans le périmètre de protection immédiate est nécessaire et indispensable. De plus, elle est imposée par la législation et les différentes réglementations qui en découlent. Il s'agit d'une réitération de l'arrêté de DUP du 23/01/1996 qui permettra au syndicat d'acquérir par voie d'expropriation le cas échéant, des parcelles dont il n'est pas encore propriétaire.

La justification de la réitération de l'utilité publique du projet d'instauration des périmètres de protection de ce captage me semble évidente et réelle compte tenu de l'enjeu que représente cette ressource en eau potable.

Les contraintes liées à la mise en place des périmètres de protection, en particulier du périmètre de protection immédiate, me paraissent adaptées et fondées compte tenu du contexte géographique, hydrogéologique et des activités humaines présentes.

S'agissant du coût généré par l'acquisition des parcelles, qui incombera au syndicat, à savoir 2 316,00 €, il me semble cohérent et acceptable.

Enfin, s'agissant de l'accès aux ouvrages de captages par les agents du Syndicat, il pourrait être instauré une servitude de passage le long de la limite Sud de la parcelle cadastrée E1844, depuis la voie communale jusqu'à l'entrée dans le PPI.

Cette remarque faite l'objet d'une recommandation dans mon rapport « Conclusions motivées ».

Captage « Les Vernes » :

Le captage de « Les Vernes » participe à l'alimentation en eau potable du hameau situé à proximité. Il est situé sur la commune de La Muraz.

Le rapport de l'hydrogéologue agréé Jean-Paul Rampnoux du 29/08/1983 mentionne que les eaux exploitées par ce captage sont issues de moraines et d'éboulis mélangés supportés par la molasse imperméable. Les venues captées viennent des parties les plus perméables de ces formations superficielles.

Le captage de « Les Vernes » a fait l'objet d'un arrêté de DUP en date du 23/01/1996. Cet arrêté autorise le syndicat à dériver la totalité des eaux à des fins de consommation humaine et instaure des périmètres de protection immédiate et rapprochée à l'intérieur desquels sont définies des interdictions et/ou des prescriptions particulières, afin de limiter d'éventuelles pollutions de surface.

1 seule parcelle (pour partie) reste à acquérir au sein du périmètre de protection immédiate.

Des travaux de protection et d'entretien avaient été imposés par l'arrêté de DUP du 23/01/1996. Certains de ces travaux restent à réaliser notamment le débroussaillage, le dessouchage et l'abattage des arbres présentant un risque pour les ouvrages et drains ainsi que la pose d'une clôture et d'un portail.

Lors de ma visite sur site du 06/07/2022, j'ai pu observer qu'il n'existait pas d'accès public pour parvenir au captage. En effet, l'exploitant doit traverser plusieurs parcelles privées pour atteindre les ouvrages. Une servitude de passage pourrait être instaurée au droit du captage, depuis le chemin rural qui passe par le lieudit cadastral dit de « La Joie » et qui rejoint plus haut le « Chemin rural dit de Merdafeu » jusqu'à la limite Sud-Ouest du périmètre de protection immédiate en traversant les parcelles cadastrées 666, E437 et E1847.

Mon avis :

Le projet de mise en place des périmètres de protection de ce captage et l'acquisition des parcelles dans le périmètre de protection immédiate est nécessaire et indispensable. De plus, elle est imposée par la législation et les différentes réglementations qui en découlent. Il s'agit d'une réitération de l'arrêté de DUP du 23/01/1996 qui permettra au syndicat d'acquérir par voie d'expropriation le cas échéant, des parcelles dont il n'est pas encore propriétaire.

La justification de la réitération de l'utilité publique du projet d'instauration des périmètres de protection de ce captage me semble évidente et réelle compte tenu de l'enjeu que représente cette ressource en eau potable.

Les contraintes liées à la mise en place des périmètres de protection, en particulier du périmètre de protection immédiate, me paraissent adaptées et fondées compte tenu du contexte géographique, hydrogéologique et des activités humaines présentes.

S'agissant du coût généré par l'acquisition des parcelles, qui incombera au syndicat, à savoir 1 394,00 €, il me semble cohérent et acceptable.

Enfin, s'agissant de l'accès aux ouvrages de captages par les agents du Syndicat, il pourrait être instauré une servitude de passage, depuis le chemin rural qui passe par le lieudit cadastral dit de « La Joie » et qui rejoint plus haut le « Chemin rural dit de Merdafeu » jusqu'à la limite Sud-Ouest du périmètre de protection immédiate en traversant les parcelles cadastrées E666, E437 et E1847.

Cette remarque faite l'objet d'une recommandation dans mon rapport « Conclusions motivées ».

Forages de « Scientrier » :

Les « Forages de Scientrier » situés sur la commune de Scientrier, permettent de garantir la satisfaction des besoins en eau potable du secteur des Rocailles. Cette zone de captage est constituée de 3 forages bénéficiant d'un débit total autorisé de prélèvement de 450 m³/h ou de 8 000 m³/j. À noter que le dernier forage a été réalisé en 2012 sur la parcelle A985 en remplacement du forage n°1.

Le rapport de l'hydrogéologue agréé Jean-Paul Rampnoux du 20/03/1984 mentionne que la nappe d'eau souterraine exploitée se trouve dans des alluvions interglaciaires à un niveau hydrostatique situé vers -19m. L'épaisseur importante de la couche sus-jacente aux alluvions aquifères constitue une protection intrinsèque très satisfaisante.

Les « Forages de Scientrier » ont fait l'objet d'un arrêté de DUP en date du 23/01/1996. Cet arrêté autorise le syndicat à dériver la totalité des eaux à des fins de consommation humaine et instaure des périmètres de protection immédiate et rapprochée à l'intérieur desquels sont définies des interdictions et/ou des prescriptions particulières, afin de limiter d'éventuelles pollutions de surface.

1 seule parcelle reste à acquérir au sein du périmètre de protection immédiate.

Des travaux de protection et d'entretien avaient été imposés par l'arrêté de DUP du 23/01/1996. Parmi ceux-ci, il reste à réaliser aujourd'hui la réfection de la chambre de captage.

Lors de ma visite sur site 06/07/2022, j'ai pu observer que le forage situé sur la parcelle A985 n'était pas inclus dans le PPI tel que défini par l'hydrogéologue agréé dans son rapport de 1984. Cela est certainement dû au fait que ce forage a été réalisé à posteriori en 2012. Toutefois la parcelle A985 appartient bien au syndicat des eaux et se trouve clôturée tout comme le sont les parcelles A101, A102 et A636 sur lesquelles se trouvent les 2 autres forages.

Mon avis :

Le projet de mise en place des périmètres de protection de ces forages et l'acquisition des parcelles dans le périmètre de protection immédiate est nécessaire et indispensable. De plus, elle est imposée par la législation et les différentes réglementations qui en découlent. Il s'agit d'une réitération de l'arrêté de DUP du 23/01/1996 qui permettra au syndicat d'acquérir par voie d'expropriation le cas échéant, des parcelles dont il n'est pas encore propriétaire.

La justification de la réitération de l'utilité publique du projet d'instauration des périmètres de protection de ces forages me semble évidente et réelle compte tenu de l'enjeu stratégique que représente cette ressource en eau potable.

Les contraintes liées à la mise en place des périmètres de protection, en particulier du périmètre de protection immédiate, me paraissent adaptées et fondées compte tenu du contexte géographique, hydrogéologique et des activités humaines présentes.

S'agissant du coût généré par l'acquisition des parcelles, qui incombera au syndicat, à savoir 8 450,00 €, il me semble cohérent et acceptable.

Enfin, s'agissant du périmètre de protection immédiate (PPI) tel que défini par l'hydrogéologue agréé en 1984 et repris par les plans parcellaires de la présente enquête, celui-ci devra être étendu à la parcelle A985 sur laquelle figure un des 3 forages exploités. Cette remarque faite l'objet d'une réserve dans mon rapport « Conclusions motivées ».

6. CONCLUSIONS DU RAPPORT D'ENQUETE

L'enquête publique préalable à la réitération de l'utilité publique et détermination des parcelles par le Syndicat des Eaux des Rocailles et de Bellecombe pour la création des périmètres de protection des captages d'eau « Chez Donat », « La Joie », « Les Vernes » situés sur la commune de de LA MURAZ et des « Forages de Scientrier » situés sur la commune de SCIENTRIER, n'a fait l'objet d'aucune observation écrite dans les registres, ni orale, ni par voie électronique

L'enquête n'a donc fait l'objet d'aucune mobilisation de la part du public.

À noter toutefois que 2 observations écrites ont été consignées dans les registres liés à l'enquête parcellaire conjointe

Les documents mis à disposition du public ont été suffisamment clairs et complets. Ils ont été suffisamment accessibles et compréhensibles pour le public.

Concernant le déroulement de l'enquête, elle s'est déroulée sans incident particulier.

Le bureau d'études TERACTION ainsi que les services techniques du Syndicat des eaux des Rocailles et de Bellecombe se sont rendus disponibles pour répondre à l'ensemble de mes questions avant, pendant et après la période d'enquête.

Aucun incident majeur n'a gêné le bon déroulement de l'enquête.

Ce projet est conforme à l'intérêt général et aux conditions normales énoncées.

Il fait l'objet de ma part, dans un document séparé intitulé « Conclusions motivées de l'enquête publique de réitération de la déclaration d'utilité publique (DUP), d'un **avis favorable avec 1 réserve et 3 recommandations.**

Fait à Le Noyer
Le 22 octobre 2022
Le commissaire-enquêteur



ANNEXES

- CERTIFICAT D’AFFICHAGE DU MAIRE D’OUVERTURE DES ENQUETES CONJOINTES
- PUBLICITES ANNONCES LEGALES

PERIMETRES DE PROTECTION**SYNDICAT DES EAUX DES ROCAILLES ET DE
BELLECOMBE****CERTIFICAT D’AFFICHAGE DEPOSE EN MAIRIE DE LA MURAZ**

Je soussigné Nadine PERINET, Maire de la commune de LA MURAZ, certifie que l'arrêté de Monsieur le Préfet du Département de la HAUTE-SAVOIE en date du 29/06/2022, ordonnant l'ouverture de l'enquête préalable pour la réitération de l'utilité publique et l'enquête parcellaire conjointe pour les captages d'eau de « Chez Donat », « La Joie », « Les Vernes », situés sur la commune de LA MURAZ, et des « Forages de Scientrier » situés sur la commune de SCIENTRIER, a été publié le 1^{er}/08/2022 dans la commune de LA MURAZ et affiché à la porte de la Mairie.

Fait à LA MURAZ

le 7/10/2022 (date de clôture d'enquête)

(cachet de la mairie)

Le Maire,
Nadine PERINET



Collonges sous-Salève

Arrêté d'enquête publique en vue de l'élaboration d'un tableau de classement des voies communales et de la désignation d'un commissaire-enquêteur

Arrêté n° A. 2022.087

Une enquête publique relative au projet d'élaboration du tableau de classement des voies communales situées sur le territoire de la commune de COLLONGES SOUS-SALÈVE du lundi 12 septembre 2022 au vendredi 30 septembre 2022 inclus.

Monsieur Christian FONTANILLES, Responsable EDF à la retraite, est désigné comme Commissaire-enquêteur.

Les plans du dossier ainsi que le registre d'enquête seront déposés en mairie de COLLONGES SOUS-SALÈVE pendant toute la durée de l'enquête, du lundi 12 septembre 2022 au vendredi 30 septembre 2022, tous jours et heures d'ouverture de la Mairie, sauf jours fériés, afin que le public puisse en prendre connaissance et consigner éventuellement ses observations sur le registre d'enquête, ou les adresser à M. le Commissaire-enquêteur (copie de la Mairie) qui les adressera au registre.

Durant la durée de l'enquête publique, deux permanences du Commissaire Enquêteur seront organisées en Mairie de Collonges-sous-Salève afin de recueillir les observations du public.

- Le mercredi 14 septembre 2022 de 09h00 à 12h00
- Le vendredi 30 septembre 2022 de 09h00 à 12h00 (dernier jour de l'enquête publique).

A l'expiration du délai fixé ci-dessus, le registre d'enquête sera clos, paraphé et signé par le Commissaire-enquêteur qui, dans le délai d'un mois, transmettra le dossier et le registre d'enquête au Maire de COLLONGES SOUS-SALÈVE accompagnés de ses conclusions.



Préfecture de la Haute-Savoie
AGENCE REGIONALE DE HAUTE SAUVAGE RHONE-ALPES
Délégation départementale de la Haute-Savoie

AVIS D'OUVREMENT D'ENQUETES CONJOINTES PREALABLE A LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE ET PARCELLAIRE SYNDICAT DES EAUX DES ROCAILLES ET DE BELLECOMBE

Acquisitions foncières des périmètres de protection immédiate des captages d'eau de «Chez Dorin» et «Les Yvernes», situés sur la commune de LA MURAZ, et des «Forages de Scientrier» situés sur la commune de SCIENTRIER.

Préparation de l'infrastructure et délimitation des parcelles à acquérir par le SYNDICAT DES EAUX DES ROCAILLES ET DE BELLECOMBE pour la création des périmètres de protection des captages d'eau de «Chez Dorin», «Les Yvernes», situés sur la commune de LA MURAZ, et des «Forages de Scientrier» situés sur la commune de SCIENTRIER.

Le public est informé, par arrêté préfectoral n° ARS/DOU74OSP n° 2022-24 du 29/06/2022, qu'il est possible l'ouverture d'enquêtes conjointes préalable à la déclaration d'utilité publique et à l'enquête parcellaire complémentaire pour les captages d'eau de «Chez Dorin», «Les Yvernes», situés sur la commune de LA MURAZ, et des «Forages de Scientrier» situés sur la commune de SCIENTRIER.

du mardi 06 SEPTEMBRE 2022 à 14h00 au vendredi 07 OCTOBRE 2022 à 17h30 où le public pourra prendre connaissance du dossier pendant les heures d'ouverture de la mairie.

Mairie de La Muraz : mardi : 13h00 à 16h00 / jeudi : 09h00 à 12h00 / vendredi : 13h00 à 16h00

Mairie de Scientrier : lundi et jeudi : 14h00 à 16h00 / mardi et vendredi : 14h00 à 16h00

Par ailleurs, dès publication du présent avis, le dossier pourra être consulté par quiconque en fera la demande à la Délégation Départementale de l'Agence Régionale de Santé (Service Environnement et Santé), à Annecy et le restera sans limitation de durée. L'avis sera également publié sur le site internet de la préfecture de Haute-Savoie à l'adresse suivante : <https://www.haute-savoie.gouv.fr/Publications/Actualites-participatives/Enquetes-publiques-et-avis-2022> avant le début de l'enquête et pendant toute sa durée.

Monsieur Philippe GARNIER, désigné en qualité de Commissaire-Enquêteur par le TA de Grenoble, agira en matière de LA MURAZ et de SCIENTRIER ou il recevra en personne les observations du public.

Vendredi 16/09/2022 : En mairie de La Muraz : de 13h30 à 16h00

En mairie de Scientrier : de 13h30 à 17h30

Vendredi 07/10/2022 : En mairie de La Muraz : de 13h30 à 16h00

En mairie de Scientrier : de 13h30 à 17h30

Les observations pourront être consignées sur les registres d'enquête ou adressées par écrit au Commissaire-Enquêteur en matière de LA MURAZ et de SCIENTRIER. Cette lettre devra lui parvenir avant la date de clôture de l'enquête et sera annexée au registre d'enquête. Une adresse mail dédiée permet de recueillir les observations par voie électronique : enquetes@prefecture-hs.fr

A l'expiration du délai d'enquête, le Commissaire-Enquêteur devra formuler ses conclusions motivées dans un délai d'un mois (soit jusqu'au 07/11/2022) à compter de la date de clôture de l'enquête, sur le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique ainsi que sur le dossier d'enquête parcellaire.

Copies de son rapport seront déposées en mairies de LA MURAZ et de SCIENTRIER et à la Délégation Départementale de Haute-Savoie de l'Agence Régionale de Santé Auvergne Rhône-Alpes (Service Environnement et Santé), ou toute personne intéressée pourra en prendre connaissance.

En application des articles L. 311-1, L. 311-2, L. 311-3 et R. 311-1 modifiés du Code de l'Expropriation, il est précisé que les personnes intéressées autres que le propriétaire, l'usufruitier, les fermiers, les locataires, ceux qui ont des droits d'usufruit, d'habitation ou d'usage, et ceux qui peuvent réclamer des servitudes, sont tenus de se faire connaître à l'expiration d'un délai d'un mois, à défaut de quoi, elles seront déchues de tous droits à l'indemnité.

Fait à Annecy, le 29 JUIN 2022

Le Préfet

Le Maire

Le Maire

Le Maire

Le Maire

Le Maire

Le Maire

Le Maire

Le Maire

Le Maire

Le Maire

Le Maire

Le Maire

Le Maire

Le Maire

Le Maire

Le Maire

Le Maire

Le Maire

Le Maire

Le Maire

Le Maire

Le Maire

Le Maire

Le Maire

Le Maire

Le Maire

Le Maire

Le Maire

Le Maire

Le Maire

Le Maire

Le Maire

Le Maire

Annonces

REGIMES MATRIMONIAUX



Notaire

Etude de Maître GUILLEUX et Sébastien SERREMOURE, Notaires associés
à THONON-LES-BAINS (74300) - 29 Boulevard de la Corniche

AVIS DE SAISINE DE LEGATAIRE UNIVERSEL - DELAI D'OPPOSITION Article 1007 du Code civil Article 1378-1 Code de procédure civile Loi n°2016-1547 du 28 novembre 2016

Suivant testament olographe en date du 20 décembre 2018
Madame Jeanne Marie Lucie MERCIER, veuve de Monsieur Georges DOUBLOZ
A consenti un legs universel
Conséquence : à son décès, ce legs a fait l'objet d'un dépôt aux termes du procès-verbal d'ouverture et de description de testament reçu par Maître GUILLEUX Maître, Notaire Associé de la Société d'Avocats Associés Maître GUILLEUX et Sébastien SERREMOURE, notaires associés, Maître d'un Office Notarial à Thonon les Bains (Haute Savoie), 30 boulevard de la Corniche, le 30 septembre 2021, lequel il résulte que le légataire (sauf les conditions de sa saisine).

Opposition à l'exécution de ses droits pourra être formée par tout intéressé auprès du notaire chargé du contrôle de la saisine : notaire à THONON LES BAINS, référence CROCHET : 74051, dans le mois suivant la réception par le greffe du tribunal judiciaire de THONON LES BAINS de l'expédition du procès-verbal d'ouverture du testament et copie de ce testament.

En cas d'opposition, le légataire sera admis à la procédure d'envoi en possession.

Pour insertion



Notaire

CHANGEMENT DE REGIME MATRIMONIAL

Suivant acte reçu par Maître Anthony BIRBAUX, Notaire à DOUVANE, le 12 août 2022, Monsieur Claude Jean Sébastien CERRI et Madame Céline Barbara SMONDACK, demeurant ensemble à MESSERY (74140) 80 Route de Frize, mariés à la mairie de MESSERY (74140) le 25 mai 2007 sous le régime de la communauté d'acquies à défaut de contrat de mariage préalable, ont sollicité leur régime matrimoniel pour adopter le régime de la communauté universelle de biens meubles et immeubles, présents et à venir, tel qu'il est établi par l'article 1526 du Code civil, avec mise en place d'une clause de préférence.

Les oppositions pourront être faites dans un délai de trois mois et devront être notifiées par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte d'huissier de justice à Maître Anthony BIRBAUX, notaire à DOUVANE (74140), 88 rue du Centre.

En cas d'opposition, les époux peuvent demander l'homologation du changement de régime matrimoniel au Tribunal Judiciaire.

Pour avis et mention : Maître Anthony BIRBAUX, Notaire à Douvane.



Notaire

INSERTION

Aménagement DE REGIME MATRIMONIAL

Suivant acte reçu par Maître Aurélie BOULEAU, Notaire Notaire d'un Office Notarial à ARCHAMPS (Haute-Savoie), 315 rue Louis Ruffin, CROCHET 74002, le 04 août 2022, a été effectué un apport à communauté aménagé le régime matrimoniel.

ENTRE :

Monsieur Jean-Claude BOZON, retraité, né à SAINT-JULIEN-EN-GENEVOIS (74180) le 30 janvier 1940 et Madame Maryvonne Marcelle Yvonne Fallerne MAILLARD, née à BESANCON (25000) le 23 septembre 1945, retraités, demeurant ensemble à COLLONGES-SOUS-SALÈVE (74180) 359 route des Rocailles.

Mariés à la mairie de VILLE-LE-GRAND (74100) le 2 août 1977 sous le régime de la communauté d'acquies à défaut de contrat de mariage préalable.

Ce régime matrimoniel n'a pas fait l'objet de modification.

Aux termes de cet acte Monsieur Jean-Claude BOZON a apporté à la PLEINE PROPRIÉTÉ de son bien copropriété et un bien immobilier sis à DINGY-EN-VALENT (74520) Route de Chenev, ainsi qu'un bien immobilier sis à COLLONGES-SOUS-SALÈVE (74180), 359 Route des Rocailles.

Les oppositions des créanciers pouvant exister sur le bien apporté, seront reçues dans les trois mois de la présente insertion, en l'office notarial où domicile a été élu à cet effet.

Pour insertion

Le Notaire

CONTACTEZ NOUS POUR VOS ANNONCES LÉGALES

0 825 27 01 74

Service 0.05 €/min
prix appel

annonces@lemessagerpublicite.fr

VENTES AUX ENCHERES

SCP BREMANT-GOJON-GLESSINGER-SAJOUS

Avocats

31 Rue Sommeiller - 74000 ANNECY

Tél. 04.50.51.15.40

VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES UN STUDIO Situé à ANNECY (74960) MEYTHET 8 & 10 Route de Frangy

LA VENTE EST FIXEE AU JEUDI 6 OCTOBRE 2022 à 14 HEURES Palais de Justice - 51 Rue Sommeiller 74000 ANNECY

MISE A PRIX : 20 000 €

Sur la Commune d'ANNECY (74960) - MEYTHET - 8 & 10 Route de Frangy, dans un ensemble immobilier en copropriété cadastré Section 162 AL, n° 201 pour une contenance de 3 a 53 ca et n° 202 pour une contenance de 4 a 5 ca, et plus particulièrement :
«Le lot n° 15, soit un studio portant le n° 20, en rez-de-chaussée côté ouest du Bâtiment B, d'une surface LUI Carrez totale de 19,80 m², aménagé à usage de pièce principale et salle de bain-WC, avec les 1540/100000ème des parties communes spéciales au Bâtiment B et les 567/100000ème des parties communes générales.

CONDITIONS D'OCCUPATION : Au terme du procès-verbal de description établi le 6 janvier 2022, les biens saisis sont vides et inoccupés.

Cette vente est soumise à la requête de la CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DES SAVOIE, dont le siège social est à ANNECY LE VEUX (74900) - 4 Avenue du Pré Fidé - PAR Les Glaciers, laquelle a pour Avocat constitué le SCP BREMANT-GOJON-GLESSINGER-SAJOUS, Avocats au Barreau d'ANNECY (74000) - 31 Rue Sommeiller.

Outre la mise à prix ci-dessus indiquée, cette vente aura lieu aux charges, clauses et conditions énoncées au Cahier des Conditions de Vente déposé le 24 février 2022 (RG n° 22030003) au Greffe du Juge de l'Exécution du Tribunal Judiciaire d'ANNECY où chacun peut en prendre connaissance.

Les enchères ne peuvent être portées que par un Avocat inscrit au Barreau d'ANNECY, les lots étant supportés par l'adjudicataire en plus du prix d'adjudication.

Toutefois personne désirant enchérir devra consigner entre les mains de son Avocat le somme de 3 000 € en un chèque de banque libellé à l'ordre du Comptable Séquestre ou par le biais d'une caution bancaire irrévocable. Cette somme sera restituée à la personne qui ne sera pas déclarée adjudicataire.

Une visite des lieux sera assurée par la SELAS MAURIS & GIRARD, Huissiers de Justice à ANNECY (Tél. 04.50.51.15.40) le VENDREDI 16 SEPTEMBRE 2022 de 14 h à 15 h.

Pour tous renseignements : S'adresser au Cabinet de la SCP BREMANT-GOJON-GLESSINGER-SAJOUS (31 Rue Sommeiller - 74000 ANNECY - Tél. 04.50.51.15.40 - Mail : bog@brenant-anecy.fr) ou consulter les sites <http://www.glessinger-sajous-avocats-anecy.fr> ainsi que <https://aventes.fr>.

MARCHES PUBLICS - PROCEDURE ADAPTEE



AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

COMMUNE DE SAINT-PIERRE-EN-FAUCIGNY

M. Marin GAILLARD - Maire

Mairie

BP 307

74007 SAINT-PIERRE-EN-FAUCIGNY Cedex

Tél : 04 50 03 70 25 - Fax : 04 50 03 70 55

mail : marin.gaillard@saint-pierre-en-faucigny.frweb : http://www.mairie.fr

BRET 217402500017

Groupement de commandes : Non

L'avis implique un marché public

Objet : Isolation des combles EFHAD "Vivre Ensemble"

Référence acheteur : Epiad

Type de marché : Travaux

Procédure : Procédure adaptée ouverte

Technique d'achat : Sans objet

Durée : 2 mois

Classification CFP :

Principale : 45421411 - Travaux de cloisonnement

Forme du marché : Prestation divisée en lots : non

Les variantes sont éligibles : Non

Conditions de participation

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

Références professionnelles et capacités techniques

Lettre et description succincte des critères de sélection, indication des informations et documents requis

sont précisées dans le règlement de la consultation

Réduction du nombre de candidats : Non

La consultation comporte des branches : Non

Possibilité d'attribution sans répartition : Oui

Vente obligatoire : Oui

Critères d'attribution :

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessus avec leur pondération

80% Valeur technique de l'offre

40% Prix

L'intégralité des documents de la consultation se trouve sur le profil d'acheteur. Oui

Présentation des offres par catalogue électronique : Interdite

Remise des offres : 16/09/2022 à 12h00 au plus tard

Envoi à la publication le : 23/08/2022

Les dépôts de pla doivent être impérativement remis par voie électronique. Pour

retrouver cet avis intégral, accéder au DCE, poser des questions à l'acheteur, déposer un pl. offre sur <http://www.mairie.fr>

52 FOIS PAR AN

ANNONCES LÉGALES

Publiez vos marchés publics

• tledauphine.marchespublics-eurolegales.com

Publiez vos formalités

• tledauphine.viedessocietes-eurolegales.com

CONTACTS HAUTE-SAOIE

04 50 51 97 65

04 50 51 97 47

LDLlegales74@tledauphine.com

le dauphiné

Le Journal d'Annonces Légales de référence

AGENCE RÉGIONALE
DE SANTÉ
AUVERGNE RHÔNE-ALPES
Délégation départementale de
la Haute-SavoieAvis d'ouverture
d'enquêtes conjointes préalable à la
déclaration d'utilité publique et parcellaire
Syndicat des eaux des Rocailles
et de Bellecombe

Acquisitions foncières des périmètres de protection immédiate des captages d'eau de « Chez Donat », « La Jolie », « Les Vernes », situés sur la commune de LA MURAZ, et des « Forages de Scientrier » situés sur la commune de SCIENTRIER.

Rédaction de l'utilité publique et détermination des parcelles à acquérir par le SYNDICAT DES EAUX DES ROCAILLES ET DE BELLECOMBE pour la création des périmètres de protection des captages d'eau de « Chez Donat », « La Jolie », « Les Vernes », situés sur la commune de LA MURAZ, et des « Forages de Scientrier » situés sur la commune de SCIENTRIER.

Le public est informé, par arrêté préfectoral n° ARS/OD74/DSP n° 2022-24 du 29/08/2022, qu'il est présent l'ouverture d'enquêtes conjointes préalable à la déclaration d'utilité publique et à l'enquête parcellaire complémentaire pour les captages d'eau de « Chez Donat », « La Jolie », « Les Vernes », situés sur la commune de LA MURAZ, et des « Forages de Scientrier » situés sur la commune de SCIENTRIER.

du mardi 06 SEPTEMBRE 2022 à 14h00
au vendredi 07 OCTOBRE 2022 à 17h30
où le public pourra prendre connaissance du dossier pendant les jours d'ouverture de la mairie :

- Mairie de La Muraz : mardi : 13h00 à 19h00 / jeudi : 09h00 à 12h00 / vendredi : 13h00 à 19h00
- Mairie de Scientrier : lundi et jeudi : 14h00 à 18h00 / mardi et vendredi : 14h00 à 19h00

Par ailleurs, dès publication du présent avis, le dossier pourra être consulté par quiconque en fera la demande à la Délégation Départementale de l'Agence Régionale de Santé (Service Environnement et Santé), à Annecy et il restera sous limitation de durée. L'avis sera également publié sur le site internet de la préfecture de Haute-Savoie à l'adresse suivante : <https://www.haute-savoie.gouv.fr/Publications/Actions-participatives/Enquetes-publiques-et-avis/2022>

avant le début de l'enquête et pendant toute sa durée.
Monsieur Philippe GAMIEN, désigné en qualité de Commissaire-Enquêteur par le TA de Grenoble, siègeant en maires de LA MURAZ et de SCIENTRIER où il recueillera en personne les observations du public :

- Vendredi 16/09/2022 :
En mairie de La Muraz : de 13h30 à 16h00
En mairie de Scientrier : de 16h30 à 17h30
- Vendredi 07/10/2022 :
En mairie de La Muraz : de 13h30 à 16h00
En mairie de Scientrier : de 16h30 à 17h30

Les observations pourront être consignées sur les registres d'enquêtes ou adressées par écrit au Commissaire-Enquêteur en maires de LA MURAZ et de SCIENTRIER. Cette lettre devra lui parvenir avant la date de clôture de l'enquête et sera annexée au registre d'enquête. Une adresse mail dédiée permet de recueillir les observations par voie électronique : enquetesperimetres@as-rb.fr

A l'expiration du délai d'enquête, le Commissaire-Enquêteur devra formuler ses conclusions motivées dans un délai d'un mois (soit jusqu'au 07/11/2022) à compter de la date de clôture de l'enquête, sur le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique ainsi que sur le dossier d'enquête parcellaire. Copies de son rapport seront déposées en maires de LA MURAZ et de SCIENTRIER et à la Délégation Départementale de Haute-Savoie (Agence Régionale de Santé Auvergne Rhône-Alpes (Service Environnement et Santé), où toute personne intéressée pourra en prendre connaissance.

En application des articles L.311-1, L.311-2, L.311-3 et R.311-1 du Code de l'Expropriation, il est précisé que « les personnes intéressées autres que le propriétaire, l'usufruitier, les fermiers, les locataires, ceux qui ont des droits d'emphytéose, d'habitation ou d'usage, et ceux qui peuvent réclamer des servitudes, sont tenues de se faire connaître à l'expiration dans un délai d'un mois, à défaut de quoi, elles seront dénuées de tous droits à l'indemnité ».

Fait à Annecy, le 29 JUIN 2022

Le Préfet

COMMUNE-DE
COLLONGES-SOUS-SALÈVEArrêté d'enquête publique
en vue de l'élaboration d'un tableau de
classement des voies communales et de la
désignation d'un commissaire-enquêteur

Arrêté n° A.2022.097

Une enquête publique relative au projet d'élaboration du tableau de classement des voies communales aura lieu sur le territoire de la commune de COLLONGES-SOUS-SALÈVE du lundi 12 septembre 2022 au vendredi 30 septembre 2022 inclus.

Monsieur Christian FONTANILLES, Responsable EDF à la retraite, est désigné comme Commissaire-enquêteur.

Les pièces du dossier ainsi que le registre d'enquête seront déposés en mairie de COLLONGES-SOUS-SALÈVE pendant toute la durée de l'enquête, du lundi 12 septembre 2022 au vendredi 30 septembre 2022 (aux jours et heures d'ouverture de la Mairie), sauf jours fériés, afin que le public puisse en prendre connaissance et consigner éventuellement ses observations sur le registre d'enquête, ou les adresser à M. le Commissaire-enquêteur (auprès de la Mairie) qui les annexera au dossier.

Durant la durée de l'enquête publique, deux permanences du Commissaire-Enquêteur seront organisées en Mairie de Collonges-sous-Salève afin de recueillir les observations du public :

- Le mercredi 14 septembre 2022 de 09h00 à 12h00 ;
- Le vendredi 30 septembre 2022 de 09h00 à 12h00 (dernier jour de l'enquête publique).

A l'expiration du délai fixé ci-dessus, le registre d'enquête sera clos, paraphé et signé par le Commissaire-enquêteur qui, dans le délai d'un mois, transmettra le dossier et le registre d'enquête au Maire de COLLONGES-SOUS-SALÈVE accompagnés de ses conclusions.

11830

GRAND ANNECY
AGGLOMÉRATIONAvis d'enquête publique
Modification n° 2 du PLU de Chavanod

Par arrêté n° APH-2022-55 du 13 juillet 2022, la Présidente de la Communauté d'agglomération Grand Annecy a ordonné l'ouverture d'une enquête publique sur le projet de modification n° 2 du plan local d'urbanisme de Chavanod.

Le projet de modification a pour objet de faciliter l'application de certaines règles édictées, de corriger la délimitation d'un secteur au sein de la zone agricole au lieu-dit Emte, de clarifier et d'ajouter des règles de hauteur des constructions dans la ZAC du Crêt d'Esty, d'adapter les règlements écrit et graphique et le périmètre de l'orientation d'aménagement et de programmation n° 2 au projet d'extension de la zone d'activités économiques Chez Chantoux.

Le projet de modification a fait l'objet d'un examen au cas-par-cas, sur lequel la Mission régionale d'autorité environnementale d'Auvergne-Rhône-Alpes a émis un avis joint au dossier de la procédure.

Au terme de l'enquête publique, le projet de modification du plan local d'urbanisme, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations et propositions du public, du rapport et des conclusions du Commissaire-enquêteur, sera soumis à délibération du Conseil communautaire du Grand Annecy en vue de son approbation.

Monsieur le Président du Tribunal administratif de Grenoble a désigné Monsieur Bernard AUDION en qualité de Commissaire-enquêteur.

Pendant la durée de l'enquête publique, qui se déroulera du lundi 22 août 2022 à 14h00 au vendredi 23 septembre 2022 à 12h00 pour 32 jours, le public pourra consulter le dossier et présenter ses observations et propositions sur un registre ouvert dans les lieux suivants, aux jours et heures d'ouverture habituels, sauf jours fériés et jours de fermeture exceptionnelle :

- Grand Annecy (siège de l'enquête publique) - 46 avenue des Iles - BP 90270 - 74007 ANNECY CEDEX ;
- Du lundi au vendredi : de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00 ;
- Mairie de Chavanod : 1 place de la Mairie - 74650 CHAVANOD ;
- Du lundi : de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 17h00, et du mardi au vendredi : de 8h30 à 12h00

Pendant la durée de l'enquête publique, le dossier peut également être consulté et téléchargé depuis le site internet du Grand Annecy www.grandannecy.fr et sur la plateforme www.registre-dematerialisee.fr/4134

Pendant la durée de l'enquête publique, les observations et les propositions sur le projet de modification n° 2 du PLU de Chavanod pourront être :

- consignées dans les registres d'enquête mis à disposition du public à cet effet avec le dossier d'enquête publique, dans les lieux, aux jours et heures désignés ci-dessus ;
- adressées par courrier postal à l'adresse suivante : Grand Annecy - Pour la modification n° 2 du PLU de Chavanod, Commissaire-enquêteur - 46 avenue des Iles - BP 90270 - 74007 ANNECY CEDEX ;
- déposées par voie électronique dans le registre numérique dématérialisé accessible à partir du site internet du Grand Annecy (www.grandannecy.fr) ;
- par voie électronique au registre numérique est mis à la disposition du public au Grand Annecy aux jours et heures d'ouverture habituels, sauf jours fériés et jours de fermeture exceptionnelle.

Le Commissaire-enquêteur se tiendra aussi à la disposition du public aux lieux, jours et heures suivants, en mairie de Chavanod :

- le lundi 22 août 2022 de 14h00 à 18h00
- le mercredi 7 septembre 2022 de 10h00 à 12h00
- le vendredi 23 septembre 2022 de 10h00 à 12h00

Le Commissaire-enquêteur dispose d'un délai maximal de trente jours, à compter de la date de clôture de l'enquête, pour remettre à la Présidente ou à son représentant le dossier d'enquête, avec son rapport et ses conclusions motivées sur le projet.

Le rapport et les conclusions du Commissaire-enquêteur seront tenus à la disposition du public, pendant 1 an à compter de la clôture de l'enquête, au siège du Grand Annecy (direction de l'Aménagement) - 46 avenue des Iles - BP 90270 - 74007 ANNECY CEDEX, à la mairie de Chavanod (1 place de la Mairie 74650 CHAVANOD) aux jours et heures d'ouverture habituels, sauf jours fériés et jours de fermeture exceptionnelle, ainsi que sur le site internet du Grand Annecy (www.grandannecy.fr).

Le rapport et les conclusions du Commissaire-enquêteur seront également tenus à la disposition du public, pendant 1 an à compter de la clôture de l'enquête, à la Préfecture de la Haute-Savoie, aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

Madame la Présidente du Grand Annecy est responsable du projet. Toute information concernant ce projet pourra être obtenue auprès de la direction de l'Aménagement du Grand Annecy.

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de la direction de l'Aménagement du Grand Annecy dès la publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête.

Cet avis est également publié sur le site internet du Grand Annecy (www.grandannecy.fr)

Le Président, Frédéric LARDET

31710000

Installations classées

COMMUNE DE VILLE-LA-GRAND

Avis d'ouverture d'une consultation du public
Installation classée pour la protection de
l'environnement

Le Préfet de la Haute-Savoie communique :

Par arrêté préfectoral n° PAIC-2022-0068 en date du 19 août 2022, une consultation du public est présente dans la commune de Ville-la-Grand pendant 4 semaines, du lundi 12 septembre 2022 au dimanche 9 octobre 2022 inclus, sur le dossier par lequel le gérant de la SA VILLE LA DIS sollicite une titre des installations classées, l'enregistrement d'une unité de micro-mécanisation BioBox située sur le territoire de la commune de Ville-la-Grand, au 18 avenue des Béchillons. La décision préfectorale susceptible d'intervenir à l'issue de la procédure est un enregistrement éventuellement assorti de prescriptions particulières complémentaires aux prescriptions générales fixées par l'arrêté ministériel ou un arrêté préfectoral de refus.

ACTIVITE PRINCIPALE DE L'INSTALLATION
2781-2-b : Méthanisation de matières autres que matière végétale brute, effluents d'élevage, matières atterissières, lactosérum et déchets végétaux d'industries agroalimentaires. Volume traité : 2,5 tonnes/jour Enregistrement.

Le public pourra prendre connaissance du dossier et formuler ses observations sur un registre ouvert à cet effet pendant les jours et heures habituels d'ouverture au public de la mairie de Ville-la-Grand, du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 17h00. Le dossier sera consultable dans le hall d'accueil de la mairie.

L'accès à la mairie de Ville-la-Grand, la consultation du dossier et du registre se font dans le respect des règles sanitaires,

notamment :

- le port du masque est obligatoire,
- toute personne souhaitant consulter le dossier observations sur le registre disponible à cet effet de son propre style,
- le lavage des mains avant et après la consultation et du registre est obligatoire. La consultation dématérialisée est à privilégier.

Toute correspondance relative au projet pourra être adressée :

- à la mairie de Ville-la-Grand,
- au pôle administratif des installations classées : Guillon - 74000 ANNECY
- par voie électronique à l'adresse suivante : ddpp-enquetes@haute-savoie.gouv.fr

118863800

Plan local d'urbanisme

COMMUN
DE MÈGEVEAvis au public
Modification simplifiée n° 1 du P
La mise à disposition du dossier se
05/09/2022 au 04/10/2022

Par délibération n° D10_2022 en date du 07/04/2021, le Maire de Mègeve (Haute-Savoie) a engagé le 1^{er} modification simplifiée n° 1 du PLU en application L.153-45 et L.153-47 du Code de l'Urbanisme. Le consultable à la Mairie aux horaires d'ouverture heures habituelles d'ouverture. Chacun pourra ci observation et propositions sur le registre disponible à l'adresse suivante : Mairie, 88 Route de la Val 74490 MÈGEVE. Au terme de cette mise à disposition de la modification simplifiée n° 1 du PLU, le Conseil municipal peut approuver.

Personne responsable du projet : M. MEYNET-O
Maire de la commune

318992000

COMMUNI
ARACHES LA FFMise à disposition du public du pro
modification simplifiée n° 5 du Plan
d'Urbanisme (P.L.U.)

Monsieur le Maire de la commune d'Arèches-la-Frassé de procéder à une modification simplifiée du PLU. La modification simplifiée n° 5 porte sur une légère du document du Plan Local d'Urbanisme. Elle vise la mise à jour du règlement du Plan Local d'Urbanisme en adéquation avec la loi ALUR, le remplacer « N » et zone « Nt » afin de réaliser un projet de zone « Nt » permet notamment d'autoriser la ré construction et installations liées aux activités de loisirs, la dernière modification concerne l'agrandissement du périmètre du domaine de ski alpin dans le secteur des Gèrats.

Une mise à disposition du public se déroulera d'Arèches-la-Frassé, du 5 septembre 2022 au 5 octobre 2022, hors jours fériés et fermetures exceptionnelles aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie et vendredi de 9h à 13h - mercredi et jeudi de 14h à 17h. Elle sera également consultable sur le site www.aracheslafrasse.fr pour la même période.

Pendant la durée de la mise à disposition, les observations sur le projet de modification simplifiée n° 5 du P.L.U. p consignées sur le registre déposé en mairie. Elles également être adressées par écrit à Monsieur le Maire d'Arèches-la-Frassé, à l'adresse suivante : Commune d'Arèches-la-Frassé, 74300 Arèches qui l'annexera au registre

118401000

EURO marchés publics

le dauphiné

CONTACT : 04 78 33 86 22

Plateforme de dématérialisation

OBLIGATOIRE DES 40.000 €

- Mise en ligne de l'avis et des pièces
- Alarmes aux entreprises
- Correspondance
- Réponses électroniques
- Négociations



